



VIII^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA COPA

Cher/Chère membre du Comité Exécutif:

Animés du désir de poursuivre les objectifs de la Confédération parlementaire des Amériques, de contribuer au renforcement de la démocratie et de consolider le processus d'intégration continentale entre les parlements des Amériques, nous sommes heureux de vous inviter à participer à la **VIII^e Assemblée générale de la COPA**, qui se tiendra à Mexico du 9 au 13 septembre prochains et dont le Sénat de la République et le Congrès de l'État de Mexico seront les hôtes.

L'Assemblée générale étant le lieu où débattre, analyser et approfondir les questions relatives à l'intégration continentale, au renforcement de la démocratie et à l'instauration de la justice sociale, c'est dire toute l'importance que revêt votre participation à cet événement d'envergure qui réunira des parlementaires de toutes les régions du continent et qui sera l'endroit propice pour concrétiser les accords qui nous permettront de consolider les bases d'une véritable coopération interaméricaine.



Étant donné que l'Assemblée générale réunira des délégations des assemblées parlementaires des États unitaires, fédéraux et fédérés, des parlements régionaux, des organisations interparlementaires des Amériques, ainsi que des invités et des personnalités de tous les pays du continent américain, votre présence est des plus pertinentes.

Nous avons joint à la présente le programme préliminaire de l'événement ainsi qu'une importante documentation à propos du thème général de notre assemblée **« Les Amériques face aux défis actuels : crise alimentaire, changements climatiques, migration et développement »**, et ce, dans le but de vous permettre de choisir à quel travail des six Commissions thématiques de la COPA vous participerez.

Nous tenons à souligner l'importance que nous attachons à ce que vous avisiez les autorités appropriées de votre parlement de votre intention de participer à cet événement majeur afin que vous puissiez vous y préparer convenablement à l'avance et satisfaire en temps opportun aux formalités d'entrée ou de visa exigées par le gouvernement du Mexique dans le cas de votre pays.

Pour de plus amples renseignements au sujet de cet événement, nous vous invitons à visiter la page Web de la COPA au Mexique www.diputados.gob.mx/copa. Vous êtes priés de confirmer votre présence au Secrétariat technique, à l'attention de M. Hugo Vadillo Zurita, par téléphone aux numéros + 52 55 57 16 82 53 ou + 52 55 5628 13 00, postes 1256, 6232 et 6229, ou par courriel aux adresses presidencia.copa@gmail.com ou copa@congreso.gob.mx

En espérant que vous serez des nôtres pour participer à la VIII^e Assemblée générale de la COPA, nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Atentamente

*Senador Carlos Jiménez Macías
Presidente de COPA*

*Diputada Caritina Saénz Vargas
Secretaria Ejecutiva*

Table des matières

VIII Assemblée Générale	1
Haiti	2
États-Unis	2
Dep. Aracely Escalante	3
Amerique Centrale— Brésil	4
Republique Dominicaine	4
Contact	4



«Si nous ne contrôlons pas cette crise, de nombreux éléments acquis au cours des quatre dernières années en Haïti risquent de se défaire, » a averti Ban Ki-Moon lors d'une réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire en Haïti.

«Nous avons besoin de plus d'aide humanitaire immédiate pour atténuer l'impact de l'augmentation des prix chez la population haïtienne,

dont la situation est déjà si désespérée. Et, en même temps, il nous faut élaborer des plans en vue d'intensifier la production agricole et contribuer à protéger les plus pauvres des effets de la volatilité constante des marchés mondiaux des produits de première nécessité », a fait remarquer le Secrétaire général de l'ONU

Il a rappelé que, bien qu'il appartienne avant tout au gouvernement haïtien de réagir à cette

crise, les Nations Unies ont l'obligation d'appuyer tous les efforts déployés sur ce front. Il a ajouté que, bien au-delà de la distribution d'aide alimentaire, il nous faut absolument trouver les moyens de stimuler la production nationale dans ce pays et d'y créer des emplois en réalisant des travaux nécessitant une abondante main-d'œuvre.

Source: Service d'information des Nations Unies, 02/06/2008

OBAMA FAIT L'HISTOIRE



Ce 3 juin 2008, Barack Obama s'est assuré une place dans l'histoire en devenant le premier candidat noir à porter la bannière du Parti démocrate en vue de l'élection à la présidence des États-Unis. Le sénateur de l'Illinois s'est gagné l'appui de 2 132 délégués, alors qu'il lui en fallait 2 118 pour obtenir l'investiture du parti. Sa nomination sera officialisée à la fin d'août lors de la Convention nationale des Démocrates, qui se tiendra à Denver, Colorado.

La course à l'investiture démocrate a mobilisé plus de 35 millions d'électeurs – démocrates et indépendants – qui, dans les 50 États qui forment l'Union américaine, se sont donné la peine d'aller déposer leur bulletin dans les urnes. « Ce soir, je peux vous donner l'assurance que je serai le candidat du Parti démocrate à la présidence des États-Unis », a déclaré Obama, qui a profité de l'occasion pour féliciter Hilary Clinton de la persévérance et de l'ardeur dont elle a fait preuve au cours de ces primaires qui ont duré près de six mois. « Tout au long des 16 derniers mois, nous avons eu nos divergences, mais je peux quand même vous dire qu'au sortir de cette intense campagne, notre parti et notre pays s'en trouvent aujourd'hui meilleurs », a lancé Obama en confiant à son auditoire que le jour où triomphera aux États-Unis la cause de l'assurance-maladie universelle, ce sera grâce à Hilary Clinton.

Ce geste d'Obama a été interprété par les experts comme une indication de la fonction qu'il pourrait offrir à Hilary Clinton, à savoir première responsable du secteur de la santé. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une possibilité qui ne pourra s'avérer que par suite d'un intense et tortueux processus de négociations avec Clinton, qui, pas plus tard qu'hier, a fait part aux parlementaires démocrates de son souhait de se porter candidate à la vice-présidence.



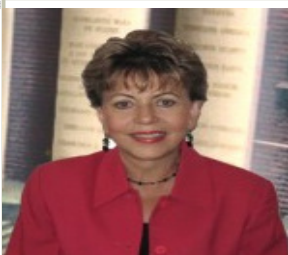
De son côté, dans un discours qu'elle a prononcé à New York, Hilary a félicité Obama pour sa campagne. Elle n'a toutefois pas reconnu sa défaite, tenant plutôt à préciser : « Je ne prendrai aucune décision ce soir ». Elle a dit qu'elle le ferait après s'être entretenue avec les hauts dirigeants du parti.

D'après Obama, la grande différence entre lui et le candidat républicain se manifestera particulièrement à propos de la politique économique et de la stratégie à l'égard de la question iraquienne. « McCain offre quatre autres années de la politique économique de Bush, qui a été un échec sur les plans de la création d'emplois bien payés et de l'élaboration d'un régime d'assurance-maladie, et ce, tandis que l'éducation est devenue un luxe », de signaler Obama. « Nous gaspillons des milliards de dollars chaque mois dans une guerre qui ne nous rend pas plus en sécurité », a-t-il insisté.

Pour que son rêve de devenir président des États-Unis se réalise, Obama devra d'abord obtenir que son parti officialise sa nomination comme candidat, et, pour cela, il lui faudra avoir l'appui d'un plus grand nombre de superdélégués, appui qu'ils lui donneront sans doute maintenant que l'étape des primaires s'est achevée avec la tenue du scrutin au Dakota du Sud et au Montana. *Source : Le Journal El Universal de Mexico et la BBC en espagnol, 04/06/2008*



POUR UNE GESTION PLUS RESPONSABLE DES AFFAIRES PUBLIQUES *



Parmi les éléments indispensables au bon fonctionnement de l'appareil d'État, la fonction publique est généralement désignée comme étant l'ensemble des ressources humaines qui permettent aux diverses entités administratives de mener à bien les activités pour la réalisation desquelles elles ont été créées. Pour que la fonction publique puisse s'acquitter adéquatement de sa mission, elle est divisée en divers niveaux hiérarchiques selon le degré de responsabilité que comporte chaque fonction.

Tout État qui se considère moderne se doit d'avoir pour principe de base de chercher à faire en sorte que l'exercice des activités gouvernementales s'effectue le plus efficacement possible, en gardant à l'esprit que plus les tâches administratives publiques et parapubliques augmentent, plus on doit y consacrer de ressources financières et humaines. Autrement dit, les ressources disponibles ne peuvent être administrées avec les outils traditionnels de la hiérarchie administrative.

De là la nécessité d'instaurer dans la fonction publique une nouvelle culture en vue de rendre plus responsable la gestion des affaires publiques. Par ailleurs, nous devons nous garder d'oublier qu'en tant que société, nous sommes directement concernés par les mutations qui se produisent dans les divers champs d'activité humaine et par la façon dont ces mutations influent sur le fonctionnement des relations de pouvoir.

Dans le cas particulier du Mexique, l'exercice des activités de l'administration publique fédérale nécessite la mise en place de nouveaux mécanismes propres à permettre de renforcer les institutions gouvernementales afin de pouvoir offrir à la société de meilleurs résultats se traduisant par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à assurer le mieux-être de la société dans son ensemble.

Pour parvenir à édifier une démocratie plus authentique, il est fondamental d'exiger des serviteurs de l'État qu'ils assument leurs responsabilités, tout comme il est prioritaire de réprimer, conformément à la loi, les pratiques permettant à un haut fonctionnaire de se servir d'une manière discrétionnaire de sa fonction pour favoriser un parti politique. De même, nous nous devons de faire en sorte que les fonctions officielles ne soient pas utilisées comme rampes de lancement pour réaliser des ambitions politiques personnelles, car ce genre de comportement cause forcément préjudice à la société.

C'est dans cet esprit que j'ai soumis à l'Assemblée plénière de la Chambre des députés une résolution avec projet de décret ayant pour objet de modifier l'article 8 de la Loi fédérale sur les responsabilités administratives des serviteurs de l'État en vigueur au Mexique, et ce, de manière à obliger tout haut fonctionnaire à soumettre un rapport détaillé de la gestion de l'entité administrative dont il est responsable et, du même souffle, à interdire l'utilisation discrétionnaire de toute information privilégiée. Les ajouts proposés à l'article 8 de la Loi fédérale sur les responsabilités administratives des serviteurs de l'État visent à imposer à tout haut fonctionnaire les obligations suivantes :

V.- Au terme de son mandat comme fonctionnaire de l'administration publique fédérale, le titulaire d'un poste au niveau de secrétaire ou de sous -secrétaire doit faire parvenir à la Chambre des députés, au moment où il quitte sa fonction, un rapport écrit détaillé de l'état dans lequel se trouve l'entité administrative ou le sous -secrétariat dont il avait la responsabilité.

De même, dans un délai d'au plus trente jours civils suivant la fin de son mandat, l'ex -secrétaire ou l'ex -sous -secrétaire d'État, selon le cas, est tenu, si la Chambre des députés ou le Sénat le lui demande, de comparaître devant la Commission appropriée afin de rendre compte des activités réalisées sous sa gestion.

Cette résolution que j'ai présentée a été renvoyée à la Commission des affaires constitutionnelles de la Chambre des députés pour examen et analyse, et nous espérons qu'elle sera approuvée, auquel cas elle permettra une meilleure reddition de comptes de la part des serviteurs de l'État.

*** Aracely Escalante Jasso, Députée**
Vice-présidente de la Région de L'Amérique du Nord de la COPA
Chambre des députés du Mexique
araceli.escalante@congreso.gob.mx



L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LE BRÉSIL CONVIENNENT DE S'ENGAGER DANS DES NÉGOCIATIONS EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN TLC



Les présidents des pays de l'Amérique centrale et leur homologue du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, ont convenu le 29 mai à San Salvador d'entamer des discussions en septembre prochain en vue de la négociation d'un traité de libre-échange.

«Nous avons parlé d'un éventuel traité d'association entre le Mercosur et le Sica (Système d'intégration de l'Amérique centrale). Les chanceliers (ministres des Affaires étrangères) et les ministres du Commerce extérieur se sont penchés sur cette question », a déclaré le président salvadorien, Elías Antonio Saca. «Les négociations d'un traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et le Mercosur est un objectif que poursuivent le Brésil et ses associés (du Mercosur) depuis déjà un certain temps. La différence, c'est que maintenant, notre relation avec les pays de l'Amérique centrale

connaît un dynamisme sans précédent sur les plans du commerce, des investissements et de la coopération », a assuré Lula Da Silva.

Les présidents ont donné leur appui à l'« Iniciativa América Latina y el Caribe sin Hambre » (L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim) visant à venir en aide aux populations les plus vulnérables de cette partie du continent, et, sur le plan multilatéral, ils ont réaffirmé la nécessité de renforcer le Système des Nations Unies et le processus de réforme intégrale du Conseil de sécurité.

Entre autres sujets à l'ordre du jour, les délégués se sont penchés sur la question de la production d'aliments et de biocarburants, notamment d'éthanol, ainsi que sur celles de la sécurité alimentaire et de la coopération sur divers fronts, principalement sur celui de l'agriculture, en matière de changements climatiques et de prévention des catastrophes naturelles, entre autres. *Source : AFP, 30/05/2008*

RÉÉLECTION DE FERNÁNDEZ À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE AVEC PLU DE 53% DES VOTES VALIDES

L'actuel président dominicain, Leonel Fernández, a été réélu lors du scrutin du 16 mai dernier pour un autre mandat présidentiel pour la période de 2008 à 2012. Plus de quatre millions de Dominicains se sont rendus aux urnes, et 53,83 p. 100 d'entre eux ont opté pour le maintien au pouvoir de Fernández – le candidat du PLD (Parti de la libération dominicaine). Le candidat du PRD (Parti révolutionnaire dominicain), Miguel Vargas, s'est classé deuxième, avec 40,48 p. 100 des voix, suivi d'Amable Arísty du PRSC (Parti réformateur social-chrétien), avec 4,59 p. 100 des suffrages.

Leonel Fernández se définit non pas comme un chef d'État de droite ou de gauche, mais plutôt comme un « leader du 21^e siècle et un dirigeant réaliste dans le contexte mondial actuel ». Dans le discours qu'il a prononcé après avoir pris connaissance du résultat définitif du scrutin, le président réélu a manifesté son intention de mettre en œuvre une politique sociale qui embrassera les secteurs de la santé, de l'éducation et du logement pour compléter le développement économique du pays. Il a de plus exprimé sa reconnaissance à l'endroit des Dominicains de la diaspora qui lui ont témoigné leur confiance dans une proportion de 60 p. 100.



Pour quelques personnalités du monde politique, une boîte de Pandore attend le titulaire de la présidence : d'une part, la menace des effets qu'est susceptible d'avoir sur l'économie dominicaine la montée galopante des prix du pétrole (qui avoisinent déjà les 130 \$US) et, d'autre part, la dangereuse partie d'échecs dont font l'objet les aliments au regard de leur production et de leur distribution, la forte spéculation et les mesures protectionnistes qui, sur la scène internationale, viennent brouiller les cartes dans les échanges entre marchés et pays producteurs et consommateurs.

Le président Leonel Fernández a prouvé au-delà de tout doute raisonnable sa capacité à surmonter des situations difficiles, voire à s'en sortir honorablement, lui qui a très bien compris que pour relever des défis, il faut savoir apporter des solutions. D'ailleurs, à cet égard, il s'emploie résolument à s'imposer comme un dirigeant ayant indéniablement le sens des responsabilités. La preuve en est qu'au cours de la période qui s'achève, il a réussi à conclure avec les États-Unis un accord de libre-échange, dont l'amorce avait été donnée par le précédent gouvernement, et, en même temps, à signer avec le Venezuela un accord d'approvisionnement en pétrole brut pour alléger la facture pétrolière de son pays. *Source : le quotidien Listin Diario de la République dominicaine, 18/05/2008.*

CONTACT

Mme. Caritina Saénz Vargas, Députée
Secrétaire Exécutive de la COPA

Si vous souhaitez publier un article dans le bulletin d'information de la COPA, prière de le transmettre à l'adresse suivante :

Secrétariat Exécutif – Adresse : Av. Congreso de la Unión No. 66, Col. El Parque, Delegación Venustiano Carranza, C.P. 15969. México. D.F.

Tél.: (52 55) 5628-1300 ext. 6232 y 6229

Courriel: copa@congreso.gob.mx

```
ERROR: undefined
OFFENDING COMMAND: f'~

STACK:
```